

NIGER

# Plan de priorisation des interventions à mener sur le site urbanisé de Kablewa

Rapport d'évaluation des besoins et planification des interventions

Juillet 2020



**AGORA**



**ACTED**



welt  
hunger  
hilfe

**CONCERN**  
worldwide



## Introduction

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a initié à partir de 2014-2015 une dynamique d'appui à l'urbanisation dans la région de Diffa. Le site de la ville de Kablewa a été développé à partir de 2016 dans le cadre d'un projet de réponse « hors camp ». Il constitue un nouvel espace de vie urbain qui accueille des populations affectées par la crise de déplacement, au cœur même du tissu urbain de Kablewa. En effet, la ville de Kablewa a été et demeure très affectée par la crise de déplacement de populations qui sévit depuis 2015. Elle doit répondre à l'enjeu d'accès aux services socio-communautaires qui reste insuffisant et à l'impact du changement climatique, particulièrement sur la productivité des espaces agricoles<sup>1</sup>. Le développement d'infrastructures pour faciliter l'accès aux services sociaux de base, le renforcement de la gouvernance locale et les enjeux de dégradation des sols représentent également des axes stratégiques de développement majeurs pour la commune, qui les a inscrits parmi les grandes priorités de développement communal dans son Plan de Développement Communal Replanifié (PDC-R) couvrant la période 2019-2021.

### Analyser la fourniture et l'accès aux services de base

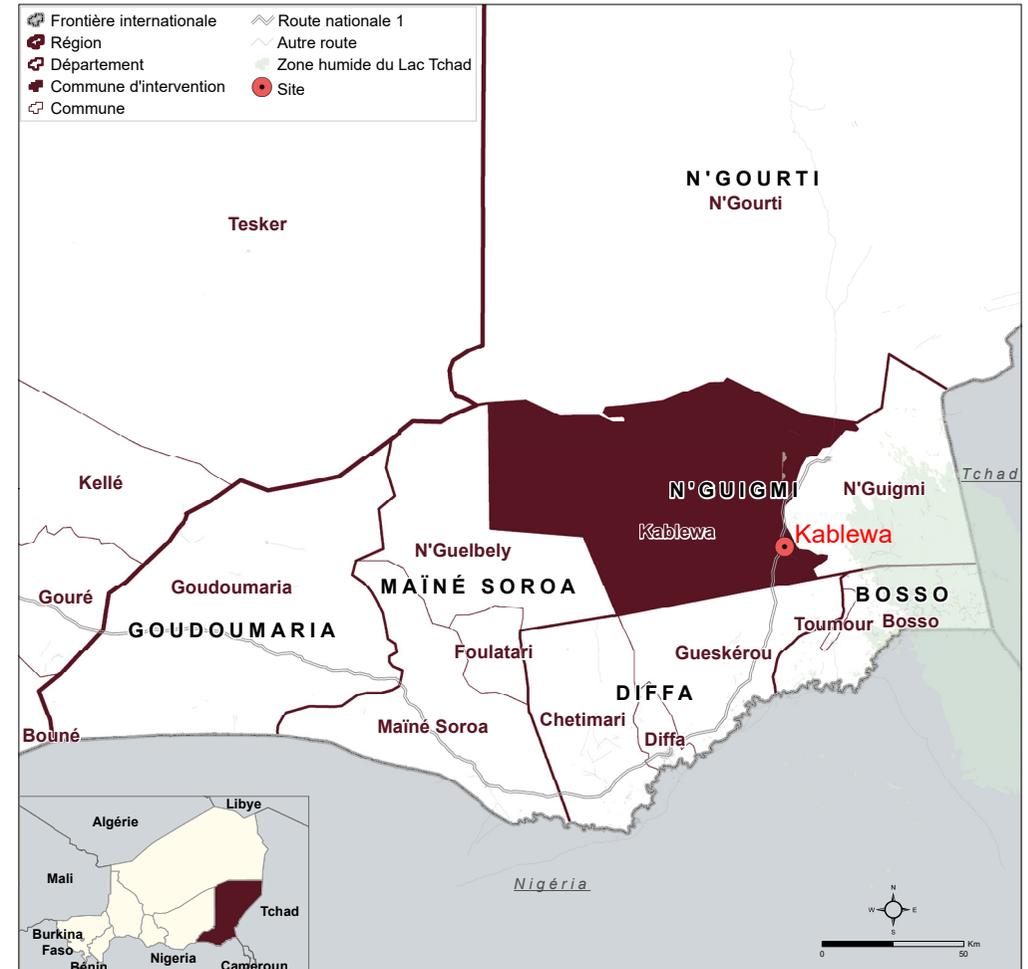
Dans le cadre d'un projet d'appui à la résilience communautaire mené par le consortium d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) ACTED, Concern Worldwide, Welt Hunger Hilfe (WHH) et IMPACT Initiatives - complémentaire de l'intervention du HCR sur le site urbanisé -, une évaluation territoriale des besoins a été réalisée. La méthodologie a consisté en des ateliers de cartographie participative avec des occupants du site, pour identifier les infrastructures et les services d'éducation, de santé, d'eau et les marchés les plus utilisés. Les gestionnaires de ces services ont été interrogés, ainsi que leurs usagers. Six groupes de discussion avec différentes catégories d'occupants ont été réalisés pour analyser le processus d'installation sur le site et la perception de la disponibilité des services et infrastructures par les personnes installées. Les données issues de cette collecte sont indicatives.

### Informers les stratégies de développement local adaptées au site

Cette évaluation, dont les résultats sont présentés dans ce document, sera suivi par un processus de planification participative qui impliquera la consultation de tous les acteurs publics et de l'aide impliqués dans le développement de ce site. Le plan de priorisation des interventions, publié prochainement, constitue une feuille de route pour la mise en œuvre concertée et coordonnée d'interventions qui répondent directement aux besoins au niveau du site et de son environnement immédiat.

<sup>1</sup> République du Niger, Région de Diffa, Département de N'Guigmi, Commune rurale de Kablewa, Plan de Développement Communal Replanifié, 2014

Carte 1 : Localisation de la commune de Kablewa dans la région de Diffa, Niger



# Introduction

## Contexte de l'étude

### La crise de déplacement à Diffa

Depuis le mois d'avril 2013, le nord-est du Nigeria fait face à une escalade de violence due à l'insurrection de groupes armés non-étatiques. Le conflit s'est progressivement aggravé en février 2015, lorsque des membres de groupes armés ont traversé la frontière pour cibler directement le Niger. Les attaques récurrentes ont déstabilisé les autorités locales et engendré d'importants déplacements de population dans la région de Diffa. En février 2020 on estimait que plus de 260 000 personnes étaient déplacées dans la région<sup>1</sup>. Les conditions climatiques rigoureuses contribuent aussi largement à des déplacements de population dans la région. Ainsi, depuis octobre 2019 plus de 17 000 personnes se sont déplacées dans la région de Diffa suite à d'importantes inondations<sup>1</sup>. En outre, l'enlèvement du conflit a entraîné le maintien, depuis 2015, d'un état d'urgence<sup>2</sup>, contribuant aussi à affaiblir les perspectives de retour des populations déplacées. De fait, on constate qu'elles se regroupent dans des familles d'accueil ou autour de localités disposant d'un meilleur accès à des services de base. La pression sur les équipements socio-communautaires, et par effet de rebond, sur la capacité des autorités locales à gérer les services communaux, s'amplifie donc<sup>3</sup>. En effet, la capacité des

collectivités territoriales à investir dans des services de base pour répondre aux besoins croissants des populations est en décalage avec les prescriptions du cadre juridique de la décentralisation<sup>4</sup>. De plus, la fragilité économique de la région de Diffa maintient les populations déplacées dans des conditions de logement précaires. Parallèlement, des initiatives de relèvement sont en cours d'instauration, alors qu'une nouvelle vague d'insécurité depuis 2019 a contraint les acteurs à accentuer leur aide d'urgence. La mise en place du nexus humanitaire-développement dans la région, ciblant notamment une intégration durable des populations affectées par la crise dans le tissu économique local, un meilleur accès aux services de base, et un appui à la gouvernance locale, semble donc nécessaire pour garantir des conditions de vies décentes aux populations de la région.

### Des solutions de résilience hors camp

C'est dans ce contexte que le HCR met en œuvre depuis 2017, avec des organisations partenaires, un projet d'urbanisation dans 6 des 12 communes de la région de Diffa. Ce projet, intitulé *Kallo Tchidanio*<sup>5</sup> et financé par le fonds fiduciaire de l'Union Européenne, a pour objectif de fournir un accès au logement durable pour 4 000 ménages affectés par le déplacement (retournés, réfugiés, déplacés ou ménages hôtes vulnérables) à l'horizon fin 2020. Cette initiative se traduit par l'allotissement d'un site urbanisé dans chaque commune, composé de parcelles destinées

à l'habitat résidentiel pour les ménages affectés par la crise du bassin du Lac Tchad, aménagées par le HCR (parcelles « sociales »), ainsi que de parcelles destinées à la vente par la mairie. L'objectif visé est de développer des solutions durables de logement pour les populations affectées par le déplacement, et de renforcer la mobilisation de ressources pour les communes via la vente de parcelles. Un approvisionnement en eau et la formation de jeunes issus des communes cibles en techniques de construction sont également prévus par l'intervention du HCR.

L'amélioration de l'accès aux services de base pour les populations destinées à vivre sur les sites, la promotion de leur sécurité alimentaire, du développement économique local et de la gouvernance décentralisée font l'objet du projet *Shimodu*<sup>6</sup>, directement complémentaire de l'initiative menée par le HCR, et également financé par le fonds fiduciaire de l'Union Européenne. Ce projet est mis en œuvre par le consortium d'ONG composé d'ACTED, Concern Worldwide, Welt Hunger Hilfe et IMPACT Initiatives (à travers l'initiative AGORA), de 2019 à 2021. Les interventions du consortium d'ONG ciblent les sites déjà allotis et aménagés dans le cadre du projet *Kallo Tchidanio* et dont les occupants sont installés ou en cours d'installation.

La complémentarité des projets *Kallo Tchidanio* et *Shimodu*, ainsi que les interventions d'autres partenaires de développement doivent permettre aux acteurs locaux de

concevoir et de concrétiser des stratégies de développement intégrées pour chaque site urbanisé. Ces sites visent à devenir des espaces de vie, au sein desquels les habitants ont accès aux services de base.

### Justification de l'étude

Les stratégies d'intervention des partenaires nécessitent une lecture fine des caractéristiques des territoires urbains ou péri-urbains dans lesquels les sites s'inscrivent. En effet, les contraintes et opportunités propres à chaque site invitent à des réponses différenciées et concertées. AGORA a donc réalisé une évaluation territoriale dans le cadre du projet *Shimodu*, dans le but d'informer les stratégies de tous les acteurs intervenant sur les territoires des sites urbanisés. L'évaluation propose une analyse des facteurs d'attractivité de ces sites, particulièrement en termes d'accès aux services de base. Cette analyse tient notamment compte des capacités actuelles des services, des opportunités économiques existantes, ainsi que des priorités de développement énoncées dans les Plans de Développement Communaux (PDC) de chacune des communes concernées.

### Informer les actions déjà engagées

Dans un premier temps, cette évaluation est destinée à éclairer les opportunités de réponse adaptées à chaque site dans le cadre des projets *Kallo Tchidanio* et *Shimodu*.

1 OCHA, Niger : Région de Diffa, Rapport mensuel, Février 2020.

2 Depuis le 13 mars 2019, l'état d'urgence a été assoupli : l'interdiction ciblant la pêche et la culture du poivron a été levée, permettant d'envisager une reprise économique dans ces secteurs de production traditionnellement importants dans la région. Toutefois la crise sanitaire liée au COVID-19 a entraîné la fermeture des établissements scolaires dans l'ensemble du pays à compter du 17 mars 2020.

3 ACTED, Enquête préliminaire sur les sept sites d'urbanisation de la région de Diffa, Appraisal Monitoring and Evaluation, Février 2018.

4 La loi n°2002-013 du 11 juin 2002 portant sur le transfert de compétences aux régions, départements et communes précise les compétences des collectivités territoriales.

5 « Construisons ensemble » en langue Kanouri, et dont l'intitulé officiel est « Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa ».

6 « Aider à se relever » en langue Kanouri, et dont l'intitulé officiel est « Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger ».

## **Dessiner, de manière concertée, l'avenir des sites**

Dans un second temps, les résultats informeront la planification d'interventions prioritaires dans chaque site. Cet exercice permettra aux acteurs du territoire de concevoir des stratégies claires pour guider le développement de ces nouveaux espaces de vie. Tous les acteurs de ces territoires<sup>6</sup> seront invités à collaborer pour faire émerger des stratégies d'actions concrètes et séquencées pour répondre aux besoins, mobiliser les ressources et l'expertise nécessaires au développement à long-terme des sites urbanisés, et en coordonner la mise en œuvre.

## **Localités de l'évaluation**

### **Des communes ciblées**

Cette évaluation couvre les communes de Gueskérou et de Kablewa, où les constructions ont significativement avancées, et un nombre important d'occupants sont déjà installés. Des interventions du projet *Shimodu* seront ensuite mises en place dans ces sites urbanisés, à l'issue de l'évaluation.

Durant la première phase du projet (février - août 2019), les communes de Diffa, Chétimari, Mainé-Soroa et N'Guigmi ont déjà été enquêtées et des plans de priorisation ont été développés en collaboration avec la communauté locale, les services techniques déconcentrés et les autorités communales<sup>7</sup>.

## **Des sites proches du tissu urbain des chefs-lieux**

La majorité des sites sont construits ou planifiés à proximité immédiate des centres urbains des chefs-lieux des communes. Aussi, l'évaluation tient compte d'un certain nombre de services urbains accessibles depuis les sites et d'opportunités économiques pouvant être exercées en dehors des sites.

### **Le site de Kablewa et son environnement**

#### **Caractéristiques principales de la commune de Kablewa**

La commune de Kablewa est située dans la région de Diffa, et le département de N'Guigmi. Elle est située à 40 km au sud-ouest de la commune de N'Guigmi sur la RN 1.

Kablewa est le chef-lieu de commune et fait partie du département de N'Guigmi. C'est une commune rurale dont les principales activités sont l'élevage, l'agriculture et l'exploitation du bois. La commune est confrontée à une faible déconcentration qui se limite au niveau du département de N'Guigmi. Aucune institution déconcentrée ne se trouve donc au niveau de la commune de Kablewa. Toutefois, elle abrite cinq services techniques à savoir l'agriculture, l'environnement, la santé, l'élevage, l'éducation et les services de défense et de sécurité. La population est estimée à 26 176 habitants<sup>8</sup>.

Au cours des cinq dernières années, les réalités démographiques et socioéconomiques dans la commune ont fortement changé en raison d'une crise de déplacement, causée par le changement climatique et l'insécurité. La commune de Kablewa abritait 17 sites de déplacés regroupant près de 18 500 personnes, en décembre 2019<sup>9</sup>. Face à la recrudescence récente des violences et aux nouvelles vagues de déplacement, l'initiative d'urbanisation « hors camp » apparaît comme une réponse adaptée aux faibles perspectives de stabilisation à moyen terme.

#### **Le site urbanisé de Kablewa**

Le site urbanisé de Kablewa est construit sur le territoire du chef-lieu de la commune. L'allotissement a été finalisé en décembre 2016, et la construction des maisons a démarré en avril 2019.

Le site comprend une surface totale de 35 hectares, et s'articule autour d'un système mixte entre logement sociaux et propriété foncière<sup>10</sup>. Sur les 452 parcelles constructibles alloties, la moitié revient directement à la mairie, une partie est destinée à dédommager les propriétaires terriens dont les terrains ont été mobilisés, et enfin 210 parcelles sont destinées à être aménagées pour des ménages bénéficiaires du programme du HCR (déplacés, retournés, réfugiés et non déplacés très vulnérables), qui en ont l'usus direct. Lorsqu'un ménage vulnérable quitte sa

parcelle, celle-ci redevient un bien communal, que la mairie réattribue à un nouveau ménage vulnérable. Sur ces parcelles dites « sociales » alloties, d'une surface de 200m<sup>2</sup> chacune, 210 maisons de 18m<sup>2</sup> doivent être construites par l'organisation ANCSB. La capacité totale d'accueil du site, tous types de parcelles confondues, est estimée à 3 164 personnes, dont 1 470 personnes sur les parcelles sociales<sup>13</sup>.

6 Les acteurs communaux, régionaux, la société civile, les partenaires de mise en œuvre que sont les ONG de relèvement et de développement, les partenaires techniques et financiers.

7 Les plans de priorisation sont disponibles sur les liens suivants : [Chétimari et Diffa](#), [Mainé-Soroa et N'Guigmi](#).

8 Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés (DRECM-R), Diffa, Décembre 2019.

9 HCR, documents de référence du projet *Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa - 'Kallo Tchidaniwo : Construire ensemble*.

10 A raison de 7 personnes par ménage, conformément à la moyenne nationale et observée au niveau de la population des différents sites étudiés.

## Méthodologie

### Profilage socio-économique des ménages installés

Un recensement porte à porte des occupants des maisons déjà construites sur le site a été réalisé entre le 3 et le 24 mars 2020. Cette collecte a permis de fournir des informations préliminaires aux partenaires du consortium au sujet du taux d'occupation du site, du profil démographique des occupants et de leur accès aux services et moyens de subsistance.

### Ateliers de cartographie participative

L'objectif des ateliers de cartographie participative était de localiser les infrastructures de santé, d'éducation, d'accès à l'eau et les marchés accessibles depuis le site et régulièrement utilisés par les occupants sur une carte de la ville de Kablewa. Ces ateliers ont pris la forme de 5 groupes de discussion, 2 avec des hommes et 3 avec des femmes, comprenant entre 6 et 12 occupants du site, les 12 et 13 mars 2020, et ont mené à l'identification de 38 services de base utilisés par les occupants des sites pour leurs besoins quotidiens. Ces ateliers se sont aussi révélés utiles pour cartographier les « bassins de vie » des sites urbanisés, soit l'unité de territoire cohérente au regard des pratiques quotidiennes des communautés.

### Entretiens avec les gestionnaires des services

Les équipes ont ensuite conduit des entretiens avec des gestionnaires de certains services,

en leur qualité d'informateurs clés (IC), à l'aide d'un questionnaire structuré. Ces services sont ceux recensés lors des ateliers de cartographie participative et effectivement opérationnels. Le questionnaire a permis de renseigner des indicateurs de fonctionnalité dérivés des normes applicables pour chaque secteur, à la fois en termes de standards humanitaires et de normes opérationnelles nationales<sup>1</sup>. Ces indicateurs couvrent des aspects liés au fonctionnement des infrastructures en termes de ressources matérielles et humaines, à leur accessibilité et à l'offre de services. Entre le 16 et le 30 mars 2020, les enquêteurs ont collecté des données au sujet de 21 infrastructures d'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé et aux marchés<sup>2</sup>.

### Enquêtes avec les usagers

Sur la même période, des enquêtes ont également été menées auprès des usagers de chaque service afin d'en mesurer l'attractivité et l'aire d'influence. L'aire d'influence moyenne correspond à la distance moyenne parcourue par les usagers d'un service pour s'y rendre depuis leur domicile, et est une mesure d'interprétation du rayonnement territorial d'un équipement socio-collectif donné. Au niveau de chaque service, un échantillon de plus ou moins 30 enquêtes a été mené auprès des usagers du site s'y trouvant au cours d'une journée normale.

### Groupes de discussion avec les occupants des sites urbanisés

Dans le but d'analyser les facteurs incitatifs

et dissuasifs à l'installation sur les sites, ainsi que de comprendre plus finement les enjeux potentiels qui se posent en termes de conditions de vie et d'accès aux services pour leurs occupants, six groupes de discussion ont été menés sur le site les 13 et 14 mars 2019. Réunissant entre 6 et 12 personnes, ces groupes de discussion ont été organisés en fonction du statut d'occupation des ménages vis-à-vis du site concerné et séparés en fonction du genre. Deux groupes de discussion ont ainsi été menés auprès de bénéficiaires du programme d'urbanisation du HCR installés sur le site, deux auprès de bénéficiaires ne s'étant pas installés sur le site et un auprès de ménages non-bénéficiaires néanmoins installés sur des parcelles sociales du site, chaque groupe interrogeant séparément les hommes et les femmes.

### Traitement et analyse des données

Les données obtenues à partir d'outils quantitatifs ont été nettoyées et anonymisées pour garantir la protection individuelle des répondants. L'analyse quantitative de la fonctionnalité des services a consisté à développer un système de notation, recouvrant les différents aspects de fonctionnalité des services et adapté à chaque secteur. Les indicateurs utilisés pour la notation des services de fourniture d'eau, d'éducation et de santé sont donc issus des standards humanitaires promus par SPHERE et des standards nationaux promus par les ministères sectoriels. Ce système a permis d'attribuer un score de 0 (non fonctionnel) à 1 (parfaitement fonctionnel) à chaque service,

à partir de l'analyse des données collectées auprès des usagers et des gestionnaires de services<sup>3</sup>. L'aire d'influence de chaque service a ensuite été calculée en effectuant une moyenne de la distance parcourue par chaque usager pour atteindre le service. La production de cartes sectorielles pour chaque site a ensuite permis de modéliser visuellement le score de fonctionnalité et l'aire d'influence de chaque service. L'analyse qualitative des données recueillies à partir des groupes de discussion a fait l'objet d'une grille de saturation permettant la comparaison des résultats entre chaque groupe interrogé.

### Limites

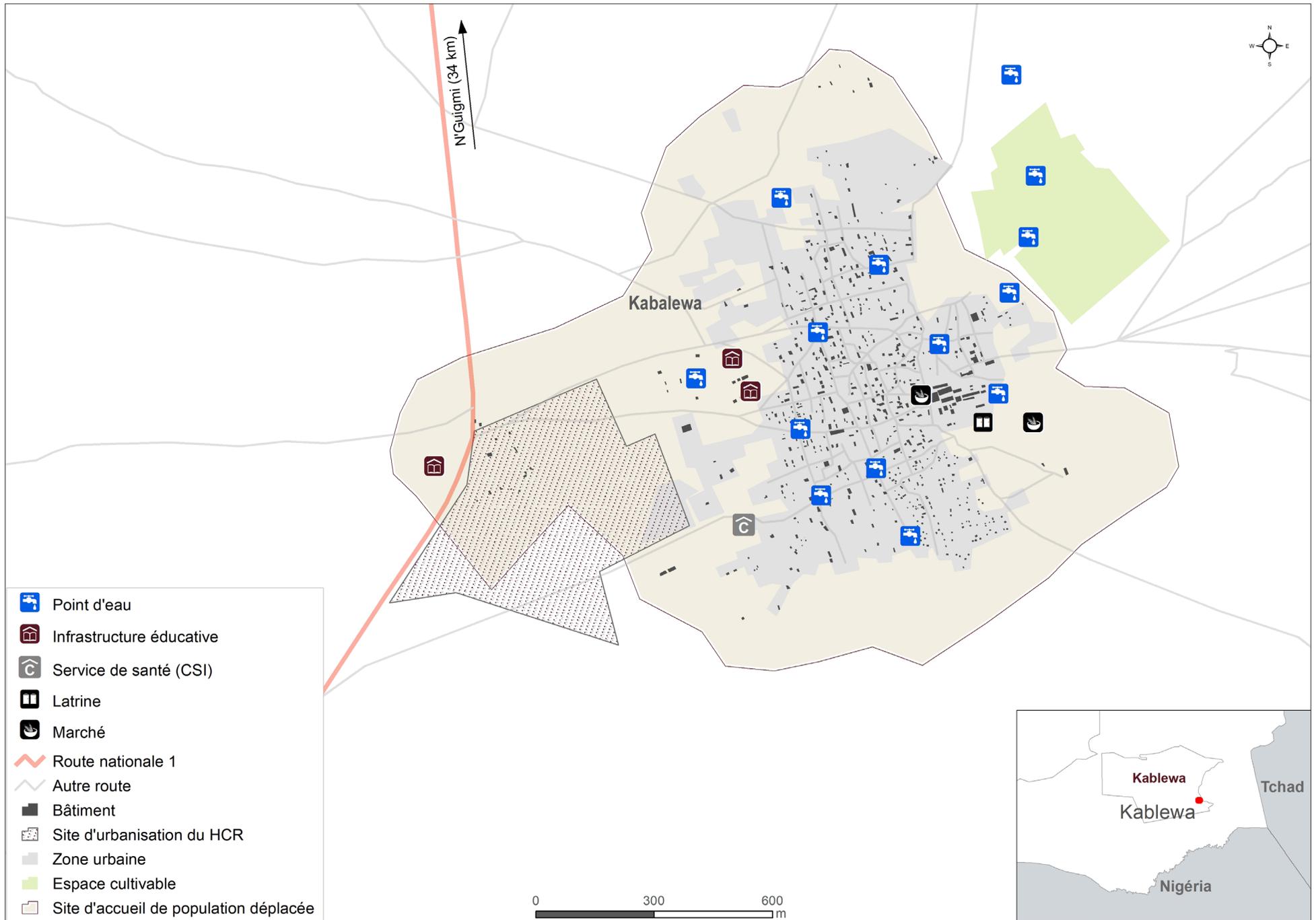
Les informations relatives aux aires d'influence sont données à titre indicatif. Certaines contraintes sécuritaires, logistiques, d'accès, ainsi que la crise sanitaire liée au COVID-19 ayant contraint les écoles à fermer dans l'ensemble du pays n'ont pas permis de recueillir systématiquement le nombre minimum d'enquêtes requis pour obtenir des données représentatives. Les données issues des groupes de discussions et des entretiens avec les gestionnaires des sites doivent également être considérées comme indicatives.

1 The SPHERE Handbook, Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response, 2018 - République du Niger, Répertoire des normes et standards de la planification des six ministères du Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF) au Niger, 2016 - République du Niger, Ministère de la Santé Publique, Normes et standards des infrastructures, équipements et ressources humaines du système de santé, 2016 - République du Niger, Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement, Programme sectoriel eau hygiène et assainissement 2016 - 2030

2 Sur les 38 infrastructures de services retenues lors des ateliers de cartographie participative, 17 n'ont pas pu être enquêtées car elles n'étaient pas fonctionnelles ou étaient fermées pendant toute la durée de l'enquête.

3 Consulter les termes de référence et la matrice de notation complète [ici](#).

Carte 2 : Localisation des services de base rapportés comme étant régulièrement utilisés par les occupants du site urbanisé de Kablewa



## Installation et accès aux services de base

### Etat des lieux de l'occupation

Sur les 452 maisons prévues, 210 ont été achevées et les autres sont en cours de construction. Entre le 3 et le 24 mars, période pendant laquelle le consortium *Shimodu* a conduit un recensement, 99% de ces maisons étaient habitées et une seule habitation n'était pas occupée. De plus, au moment de l'enquête, 5 ménages ne disposaient pas de l'acte de cession (titre foncier). Parmi ceux disposant d'un acte foncier, 27 ont présenté un acte de cession dont l'identité ne correspondait pas au répondant.

### Profil des ménages et conditions de logement

En moyenne, les ménages installés sur le site sont composés de 7 personnes. La quasi-totalité des ménages (97%) comptent des enfants, dont 79% au moins un enfant âgés de moins de 5 ans. **Le groupe des 0 - 17 ans représente 69% de la population du site.** Les adultes de plus de 50 ans sont présents dans plus de la moitié des ménages enquêtés. Enfin, 12% des ménages enquêtés comptent des personnes en situation de handicap dans le site urbain de Kablewa.

En outre, les personnes réfugiées, déplacées internes et retournées représentent respectivement environ un tiers des personnes installées sur le site.

Répartition des ménages par type de statut :



### Processus d'acquisition des parcelles et d'installation

Le processus d'attribution des actes de cession associés aux parcelles sociales a été géré par des organes consultatifs locaux, pour une majorité en 2016-2017. Les participants aux groupes de discussion bénéficiaires des parcelles sociales disposant d'un acte de cession nominatif rapportent avoir été sélectionnés sur la base de critères de vulnérabilité incluant l'âge, l'absence de logement stable / de bonne qualité, le manque de moyens financiers, ou encore le fait que le ménage soit géré par une femme. Les participants aux groupes de discussion «bénéficiaires installés sur le site» ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis du processus d'installation et de sa transparence.

Les participants aux groupes de discussion non-attributaires d'un acte de cession mais néanmoins installés sur le site ont déclaré s'être installés fin 2019 - début 2020, après les ménages bénéficiaires. La plupart déclarent ne pas avoir pu participer au processus de sélection des ménages car ils sont arrivés après le processus de sélection. Une minorité des participants indique y avoir participé mais ne pas avoir été sélectionnée.

Selon les participants aux deux groupes de discussion «non-bénéficiaires installés», les ménages non-bénéficiaires se sont installés

sur le site avec l'accord des bénéficiaires qui sont des proches ou des connaissances. Toujours selon ces participants, ils ont obtenu l'accord oral de ces derniers pour s'installer. Enfin, les participantes femmes du groupe de discussion «non-bénéficiaires installées» ont jugé bonne leur intégration au sein du site et ont noté que le processus d'installation s'est déroulé sans conflit. Néanmoins elles percevaient leur situation comme précaire et craignaient la perte de leur logement. Les participants hommes au groupe de discussion «non-bénéficiaires» soulignaient quant à eux l'absence de voie de recours en cas de conflits.

### Facteurs incitatifs et dissuasifs pour l'installation

Les perspectives de bénéficier de meilleures conditions de vie en termes de qualité de logement, de sécurité ainsi que d'évoluer dans un environnement de bon voisinage ont été mentionnées par toutes les catégories de participants aux groupes de discussion installées sur le site comme motivations. Les personnes installées ont déclaré lors des groupes de discussion ne pas exclure un potentiel retour dans leurs localités d'origine, dans le cas où les causes primaires du déplacement, spécifiquement l'insécurité, seraient endiguées.

Les participants aux groupes de discussion «bénéficiaires non-installés» ont expliqué avoir été contraints de ne pas s'installer car la construction de leur maison est inachevée. Le manque de clôtures autour des parcelles constitue également un enjeu pour ces participants.

### Conditions de vie

Les enquêteurs ont déclaré lors du profilage des ménages sur le site de Kablewa que 5% des ménages vivaient dans des conditions «très mauvaises» et 51% dans des conditions «mauvaises»<sup>1</sup>. Pourtant, les participants des groupes de discussion occupant le site se déclarent satisfaits de la qualité de l'habitat sur le site urbanisé de Kablewa. Mais un certain nombre d'aspects de la vie quotidienne sur le site ont été identifiés comme handicapants au quotidien, voire dissuadant l'installation de ménages. Parmi ces facteurs, les participants aux groupes de discussion ont mentionné **l'absence de latrines et de points d'eau.** Il apparaît notamment que seuls 3% des ménages interrogés disposent de latrines. Les participants aux groupes de discussion «bénéficiaires installés» déplorent également l'absence de clôtures pour délimiter clairement les parcelles.

Dans la moitié des groupes de discussion «installés», les participants ont déclaré que leurs conditions de vie s'étaient améliorées par rapport à leur situation avant l'installation, et citaient notamment l'accès à l'éducation et à la santé. Toutefois, les participantes femmes au groupe de discussion «non-bénéficiaires installées» indiquaient une détérioration de la qualité des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement comparée à leur précédent site d'installation. Alors que l'augmentation du nombre d'infrastructures en eau et assainissement semble être une priorité pour les participants des groupes de discussion installés, la construction de points d'eau et de latrines semble être un enjeu majeur de l'installation durable des personnes sur le site.

<sup>1</sup> Cette information est issue des observations de terrain réalisées par les enquêteurs au moment du recensement porte à porte, et sont donc indicatives. Les critères utilisés par les enquêteurs pour qualifier les conditions de logement recouvraient la qualité du bâti (état de finalisation du logement, dégradations éventuelles), le niveau d'équipement du logement en mobilier, la salubrité intérieure et extérieure du logement.

# Education

Tableau 1 : Scores de fonctionnalité des services d'éducation<sup>1</sup>

	Locaux	Equipements	Environnement	Fréquentation	TOTAL
Centre de Formation au Metier (CFM)	0,67	0,50	0,90	0,57	0,66
Ecole primaire Kablewa Traditionnelle	0,50	0,70	1,10	0,77	0,77
Jardin d'enfants	0,47	0,55	1,10	0,77	0,72

## Une offre de services éducatifs à renforcer

Treize établissements ont été identifiés à proximité du site de Kablewa : 1 jardin d'enfants, 3 écoles primaires, 2 écoles franco-arabes, 4 espaces amis d'enfants, 2 collèges et 1 centre de formation professionnelle. L'évaluation a porté sur trois établissements scolaires<sup>2</sup> que les occupants du site ont indiqué utiliser régulièrement, dont deux établissements publics et un jardin d'enfant<sup>3</sup>.

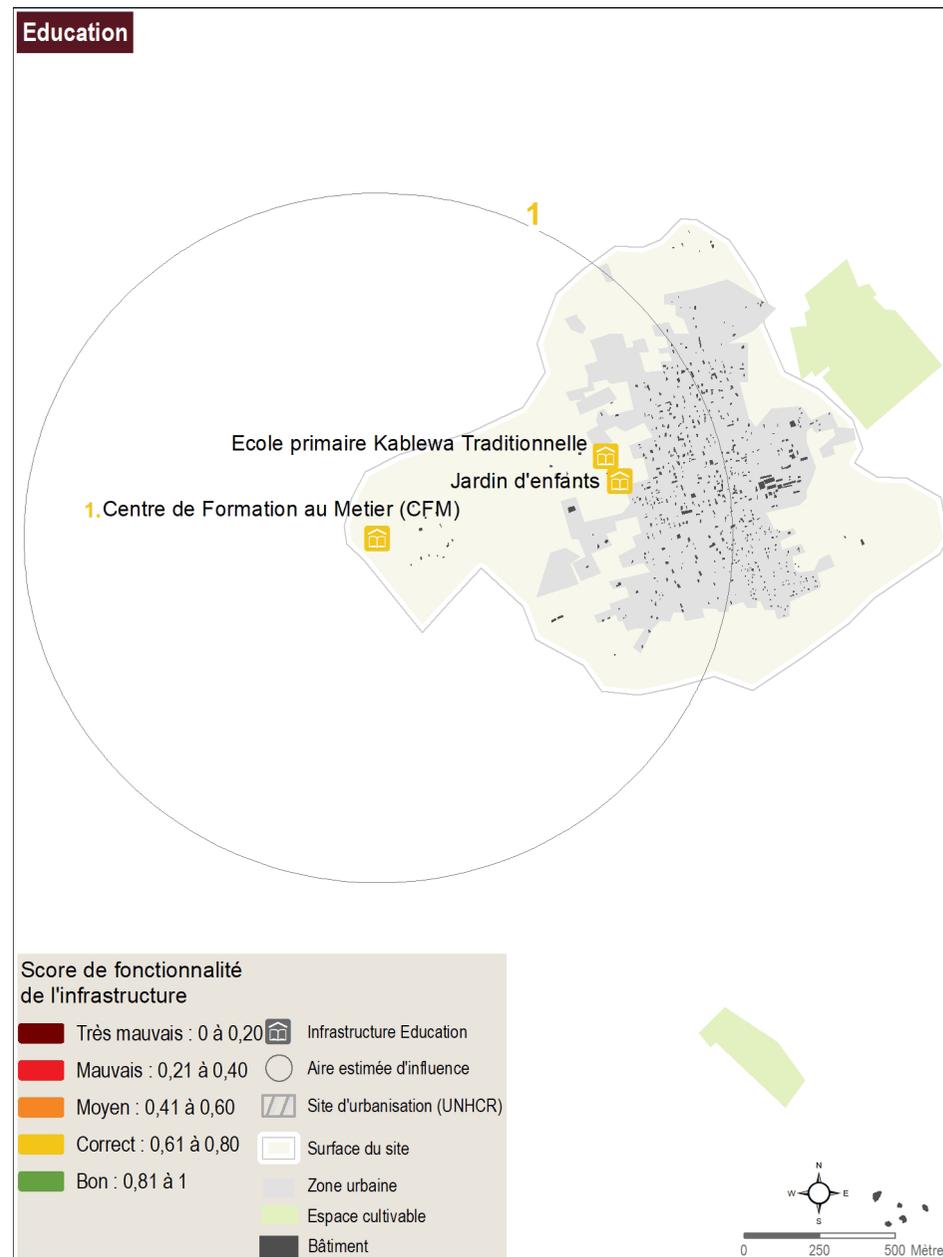
Dans l'ensemble, les établissements évalués présentent des scores corrects. Une attention spécifique pourrait porter sur les locaux et les équipements à disposition. En effet, les gestionnaires des établissements ont déclaré que la gestion des infrastructures et du matériel scolaire sont des problématiques majeures au sein de leurs établissements. Alors que le nombre d'élèves scolarisés a sensiblement augmenté pendant la période de crise, et devrait continuer à s'accroître suite à l'installation de nouveaux ménages sur le site, la rénovation des bâtiments / locaux et la mise à disposition de matériel pourraient être envisagées.

**L'enseignement pré-scolaire** est assuré au niveau du jardin d'enfant. Il accueille 80 élèves entre 4 et 6 ans, et le principal problème souligné par l'IC interrogé est le manque de salles de classe.

En ce qui concerne **l'enseignement primaire de base**, la vétusté des locaux et le manque de matériel scolaire constituent des problématiques majeures pour le déroulement de l'enseignements selon l'IC.

En termes d'**enseignement secondaire**, aucun des deux collèges de Kablewa n'a pu être enquêté. En revanche, des informations ont pu être collectées au niveau du centre de formation technique présent sur le site. L'offre de **formation technique** proposée par le Centre d'enseignement technique porte sur les métiers du bâtiment et manuels, de la coiffure, du commerce et de tailleur. L'IC interrogé a rapporté que le centre manquait d'enseignants pour gérer convenablement les effectifs trop importants.

Carte 3 : Aires d'influence moyennes des infrastructures éducatives rapportées comme étant régulièrement utilisées par les occupants du site urbanisé de Kablewa, par type de structure



<sup>1</sup>La matrice de notation incluait un système de points «bonus» et «malus», ce qui explique l'occurrence de scores inférieurs à zéro, et/ou supérieurs à 1 dans certaines sous-catégories.

<sup>2</sup>En raison de la pandémie liée au virus COVID-19, la majorité des établissements étaient fermés lors de la collecte de données et n'ont pas pu être enquêtés. De ce fait notamment, l'aire d'influence de l'école primaire de Kablewa n'a pas pu être calculée.

## Enjeux d'accès à l'éducation

### *La proximité des services éducatifs*

Près de la moitié (49%) des ménages interrogés sur le site lors de la phase de profilage et ayant des enfants scolarisés déclarent que l'accès à l'école est facile. Une minorité (3%) rapporte au contraire un accès très difficile.

La plupart des enquêtes usagers ont révélé quant à elles que la majorité des personnes le fréquentant considèrent que le centre de formation technique et professionnel était facilement accessible depuis le site (73%). Toutefois, près des trois quarts des usagers interrogés déclarent mettre plus de 10 minutes pour rejoindre le site. Le temps moyen de trajet est estimé à 18 minutes.

Interrogés sur les raisons pour lesquelles ils ont choisi de fréquenter le centre de formation technique et professionnel, **55% des usagers ont indiqué la proximité géographique** comme premier critère de choix, et la qualité de l'enseignement en second (**45%**).

Dans le cas des enseignements pré-scolaires l'informateur clé interrogé a indiqué que les élèves mettaient en majorité moins de 15 minutes pour venir en classe. L'école primaire, située au même endroit, accueille des élèves vivant en moyenne à moins de 10 minutes de trajet selon un autre informateur clé.

Les participants aux groupes de discussion des bénéficiaires installés sur le site ont

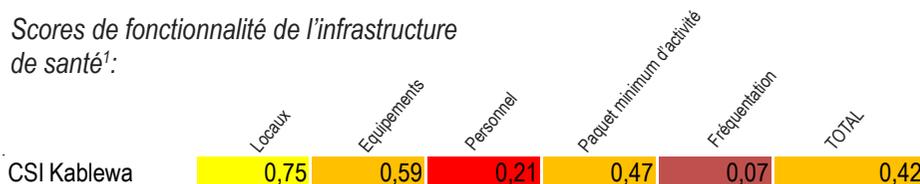
souligné que leur proximité à un certain nombre de services sociaux de base, parmi lesquels l'éducation, s'était améliorée depuis leur arrivée sur le site.

### *Une demande en augmentation*

Dans la mesure où le site urbanisé prévoit, à terme, d'accueillir plus de 3 000 habitants, toutes catégories d'occupation confondues (bénéficiaires directs du programme HCR, propriétaires de parcelles acquises auprès de la mairie), les besoins en éducation vont augmenter proportionnellement au niveau d'occupation du site. Actuellement, **67% des occupants ont moins de 18 ans**, ce qui souligne des besoins importants et croissants en fourniture de services éducatifs à tous les niveaux d'enseignement.

## Santé

Scores de fonctionnalité de l'infrastructure de santé<sup>1</sup>:



### Enjeux liés à la qualité des soins dispensés au Centre de Santé Intégré (CSI)

L'évaluation a porté sur le seul établissement de santé du site : le CSI 1 de Kablewa. D'après l'enquête auprès du personnel d'encadrement, le centre n'est pas en mesure d'offrir l'intégralité des soins prévue au titre du Paquet Minimum d'activités<sup>2</sup>. Le CSI est cependant perçu comme efficace par ses usagers, parmi lesquels **84% déclarent avoir reçu les soins dont ils avaient besoin**.

#### Des difficultés de recrutement

Le manque de personnel qualifié additionné à un nombre important de demandes de soin est une problématique importante pour le CSI. Cette problématique se traduit par un score particulièrement bas dans la catégorie «personnel». Le manque de moyens financiers pour couvrir les salaires de nouveaux employés couplé aux difficultés à recruter dans la région de Diffa contribuent à expliquer ce manque de personnel selon l'IC.

#### Des infrastructures et équipements vétustes

Les équipements médicaux et les infrastructures ne semblent par ailleurs pas adéquats pour dispenser l'ensemble des soins

souhaités, en particulier en ce qui concerne les activités de laboratoire, de soins préventifs et de stratégies foraines selon l'IC interrogé.

### Enjeux d'accès aux soins

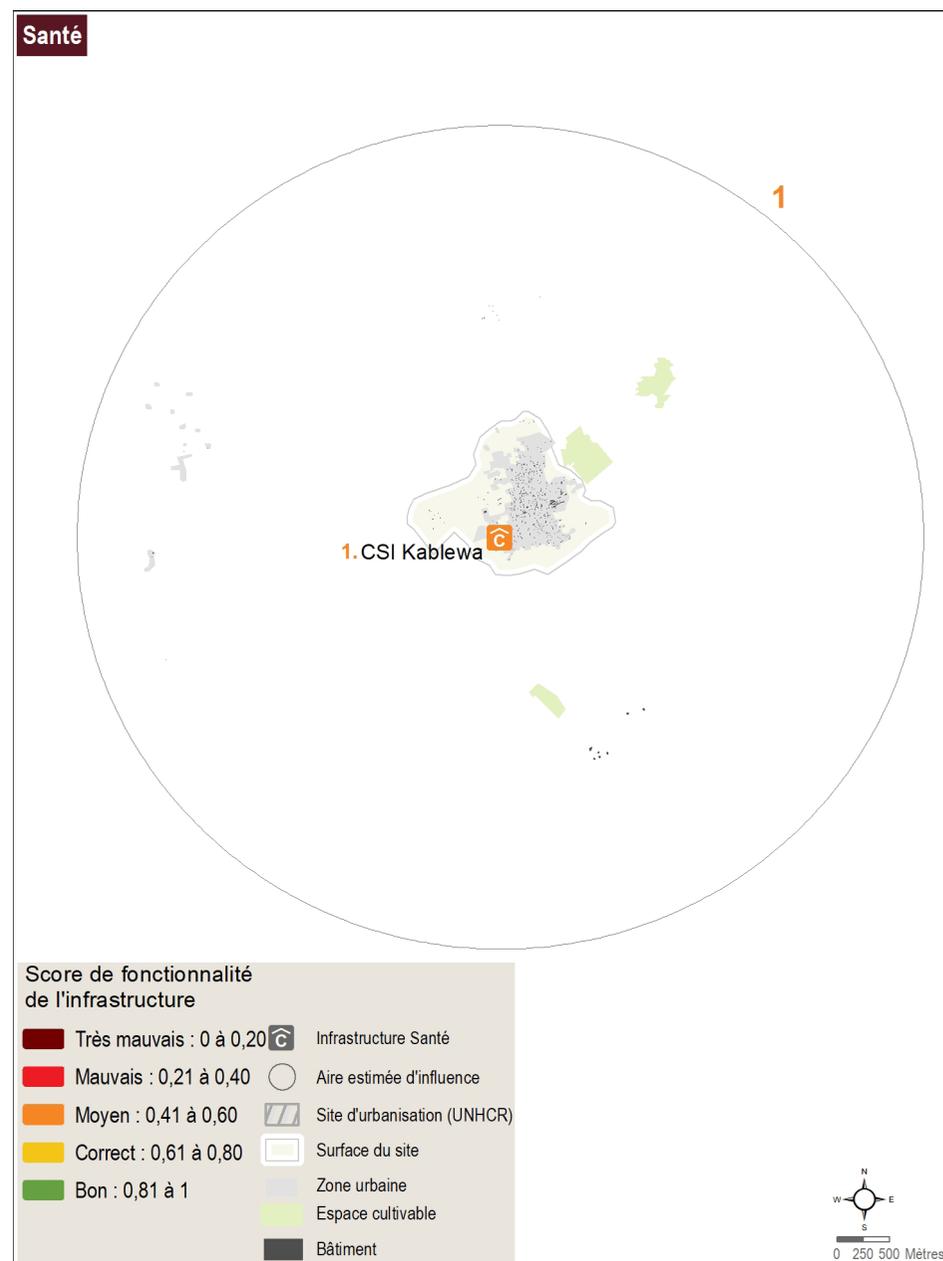
Plus de 47% des usagers interrogés déclarent que l'accès au service de santé est difficile. Les participants aux groupes de discussion soulignent notamment que l'ambulance locale est en panne. Au niveau des personnes vivant directement sur le site, les perceptions sont plus positives, comme présenté ci-dessous :

Perception des occupants sur la facilité d'accès aux infrastructures de santé:



La distance moyenne parcourue par les patients qui se rendent au CSI semble relativement importante, avec **81% des usagers estimant mettre plus de 15 minutes de trajet**. Combiné à l'incapacité du centre à absorber une plus forte demande, cela entraîne un score de fréquentation avoisinant les zéro. Enfin, 37% des usagers rapportent se rendre à ce CSI spécifiquement car il est à proximité de leur domicile, et sécurisé.

Carte 4 : Aire d'influence moyenne de l'infrastructure de santé rapportée comme étant régulièrement utilisée par les occupants du site urbanisé de Kablewa



<sup>1</sup> Dans la mesure où le projet Shimodu a prévu d'intervenir en appui à des structures de santé de proximité, seuls les cases de santé et les Centres de Santé Intégrés de type 1 et 2 ont été ciblés par l'enquête de fonctionnalité.

<sup>2</sup> Tel que définis par les Normes et standards des Infrastructures, équipements et ressources humaines du système de santé du Niger, 2016.

## Eau et assainissement

Scores de fonctionnalité des points d'eau :

	Fonctionnalité	Accessibilité	TOTAL
1 Borne fontaine Maigari	0,75	0,73	0,74
2 Forage Elhadji	0,75	0,40	0,58
3 Forage Goni/Djadin Goni	1,00	0,47	0,73
4 Borne fontaine Ka Zeinab	0,75	0,73	0,74
5 Borne fontaine Atta Kariga	0,75	0,80	0,78
6 Borne fontaine de Mairie	1,00	0,80	0,90
7 Forage Hamadou Goli (Care)	1,00	0,73	0,87
8 Borne fontaine Fati kiellé	0,75	0,73	0,74
9 Borne fontaine Assabé Hassan	0,75	0,73	0,74
10 Borne fontaine Aida Ari	0,75	0,40	0,58
11 Borne fontaine Baba Sa'a	1,00	0,40	0,70
12 Forage Boudouma (ACF)	1,00	0,57	0,78
13 Borne fontaine Bintou Elh Ibrahim	1,00	0,80	0,90
14 Forage Yaou	0,75	0,00	0,38

### Ouvrages hydrauliques et besoins

Le bassin de vie de Kablewa compte 14 ouvrages hydrauliques fonctionnels. Toutefois, ils sont relativement éloignés des parcelles alloties.

Ainsi, 90% des usagers interrogés jugent que l'eau est facile d'accès sur le site et 63% des usagers mettent moins de 5 minutes pour y accéder. Toutefois, dans plusieurs groupes de discussion, les participants installés sur le site rapportent que leur accès à l'eau s'est détérioré comparé à leur précédent lieu de vie, car le site manque de points d'eau de qualité, accessibles et gratuits. Cela confirme que le site urbanisé manque de points d'eau accessibles, localisés dans leur majorité dans la ville de Kablewa. Le taux de couverture géographique pourrait être amélioré en prenant en compte ces aspects.

Enfin, 42% des usagers interrogés déclarent que la raison principale pour laquelle ils se rendent à ce point d'eau est parce que la

qualité de l'eau tirée est bonne.

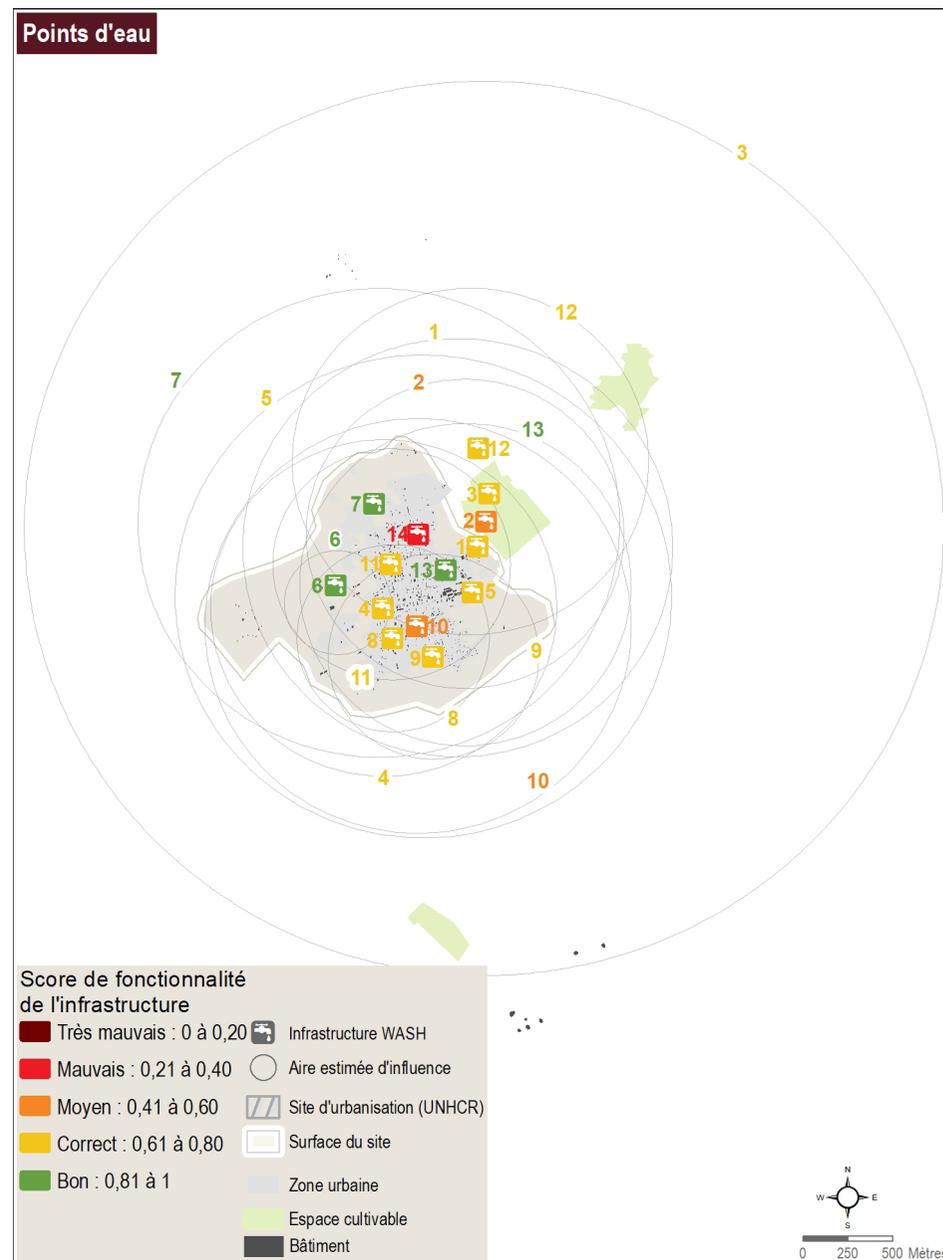
### Assainissement<sup>1</sup>

Parmi les usagers enquêtés sur le site de Kablewa, 60% rapportent disposer de latrines fonctionnelles. Toutefois, 44% des usagers n'utilisent ces latrines que de manière occasionnelle, contre 22% de manière quotidienne. En outre, 89% des usagers interrogés déclarent que certains membres du ménage n'utilisent jamais ces latrines. Des participants dans tous les groupes de discussion soulignent que les femmes ne souhaitent pas les utiliser pour des raisons culturelles. Des participants dans la totalité des groupes de discussion rapportent pratiquer la défécation à l'air libre régulièrement, les latrines communautaires fonctionnelles se trouvant à l'extérieur du site.

L'utilisation des latrines par les usagers est majoritairement liée à leur proximité au domicile (93%). La hausse du nombre de latrines sur le site semble donc être recommandée.

<sup>1</sup> Le degré de fonctionnalité des infrastructures d'assainissement n'a pas fait l'objet d'une analyse.

Carte 5: Aires d'influence moyennes des points d'eau rapportés comme étant régulièrement utilisés par les occupants du site urbanisé de Kablewa



## Moyens de subsistance

### Profils économiques des ménages

Moyens de subsistance principaux rapportés par les ménages, en % des ménages répondants :



La plupart des AGR pratiquées par les ménages occupant le site urbanisé sont liées à l'agriculture et l'élevage. Les participants aux groupes de discussion déclarent pratiquer majoritairement la culture du mil, du niébé et de l'arachide. Les éleveurs disposent quant à eux de cheptels de petits ruminants en majorité. La majorité des participants aux groupes de discussion interrogés soulignent leur satisfaction du fait que **le site se trouve à proximité d'espaces cultivables et de zones de pâturages**. Néanmoins, une part importante des ménages installés sur le site de Kablewa et interrogés lors du profilage déclarent également dépendre des dons de la famille et des amis pour assurer leurs moyens de subsistance (un ménage sur cinq).

Les participants aux groupes de discussions soulignent que la proximité du marché de Kablewa est un élément important pour le maintien de leur moyens de subsistance. Ils peuvent ainsi avoir recours à des échanges

commerciaux, alors que les participants aux groupes de discussion «non-bénéficiaires installés» ont souligné le manque de commerces directement implantés sur le site. Les personnes sont contraintes de se déplacer sur des distances parfois importantes pour avoir accès à des AGR selon l'ensemble des participants aux groupes de discussion installés sur le site.

Certains participants hommes aux groupes de discussion «non-bénéficiaires installés» déclarent recourir à du travail temporaire ou journalier. Peu d'activités génératrices de revenus sont pratiquées sur le site-même. En général, les moyens de subsistance des ménages installés sur le site sont restés similaires à ce qu'ils étaient avant.

### Préoccupations prioritaires des ménages quant à l'amélioration de leurs moyens de subsistance

Selon les participants aux groupes de discussion, le renforcement des moyens de subsistance est une préoccupation majeure pour les occupants actuels du site et les bénéficiaires non encore installés. Dans certains groupes de discussion, les participants vivant sur le site ont indiqué considérer l'appui aux moyens de subsistance comme une priorité d'intervention.

### Contraintes aux moyens de subsistance

Les personnes installés non-bénéficiaires ont évoqué lors des groupes de discussion manquer de vivres. Les difficultés à mettre

en place des AGR, spécialement pour les femmes, est un autre problème qui a été cité par les participants aux groupes de discussion des «installés non-bénéficiaires». Cela est notamment lié à la difficulté de faire du commerce directement sur le site, ainsi qu'à la disparition des groupements de femmes qui existaient auparavant. La mise en place d'AGR pour cette population récemment installée constitue donc une priorité selon ces participants.

A l'inverse, une partie des femmes bénéficiaires et donc installées de plus longue date participant aux groupes de discussion déclarent avoir pu mettre en oeuvre des AGR qui leur permettent d'obtenir un revenu de subsistance. Les femmes bénéficiaires installées participant aux groupes de discussion souhaitent renforcer ces activités.

### Opportunités économiques dans les filières agricoles<sup>1</sup>

L'environnement direct du site présente des opportunités pour développer des unités de production agricole de proximité. Les terres agricoles et des pâturages pourraient permettre aux populations nouvellement installées de développer des AGR et contribuer à restaurer la base productive locale, comme énoncé dans le PDC de Kablewa. Cela devrait permettre aux occupants du site de pratiquer une activité agricole / d'élevage à proximité immédiate de leur lieu de vie, tout en absorbant les nouvelles installations en cours sur le site.

### Opportunités économiques dans d'autres filières

La transformation de produits agricoles, notamment le poivron, a également été identifiée comme un secteur relativement porteur à développer. Couplé à un appui aux mesures locales d'adaptation au changement climatique, cela pourrait contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance des habitants du site.

<sup>1</sup> République du Niger, Région de Diffa, Département de N'Guigmi, Commune rurale de Kablewa, Plan de Développement Communal Replanifié, 2014

## Marchés

### Disponibilité des marchés

Sur la base des ateliers de cartographie participative, deux marchés ont été identifiés dans le cadre de cette étude : le marché mixte hebdomadaire et le marché à bétail<sup>1</sup> hebdomadaire, tous deux situés dans la ville de Kablewa.

Sur le marché mixte, l'IC a souligné que le nombre de vendeurs a eu tendance à baisser depuis la crise de 2015, notamment à cause de l'insécurité et de l'état d'urgence qui ont causé la fermeture du marché à plusieurs reprises. En parallèle, le nombre de clients a aussi décliné, résultante de la perte de pouvoir d'achat des ménages. Un appui à la production des agriculteurs et des éleveurs a été identifié comme une priorité pour améliorer le fonctionnement du marché mixte selon le gestionnaire du marché.

A l'inverse, l'IC pour le marché à bétail de Kablewa rapporte avoir vu un nouvel afflux de clients, notamment les ONG, alors que le nombre de vendeurs est resté stable. Le marché est également en capacité d'absorber une demande plus importante selon ce même IC.

### Accès aux marchés

Le marché mixte à proximité du site urbain de Kablewa est jugé par plus de deux tiers des usagers suffisamment facile d'accès pour ne pas nécessiter l'ouverture d'un

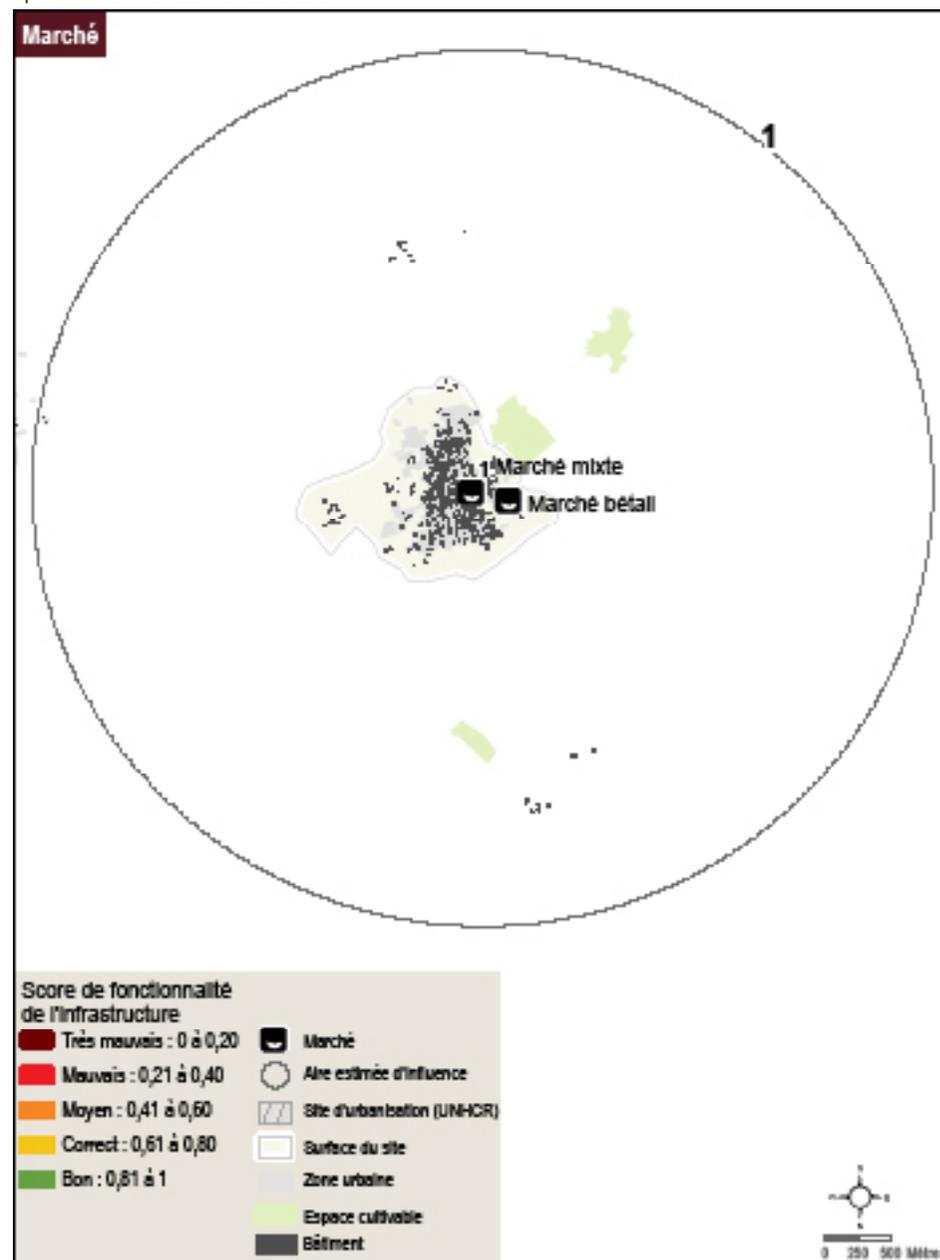
nouveau marché. Ainsi, la moitié des usagers interrogés rapportent se rendre à ce marché car il est le plus proche de leur domicile. Une large majorité (80%) s'y rend à pied, et met une vingtaine de minute de temps de trajet en moyenne.

Enfin, l'ensemble des participants aux groupes de discussion s'est déclaré satisfait de la proximité des marchés, qui était identifiée comme un **atout pour le développement d'activités économiques** et par extension de leurs moyens de subsistance.

### Approvisionnement des marchés

Globalement, le marché mixte de Kablewa est relativement bien approvisionné en produits alimentaires et non-alimentaires de base<sup>2</sup>. En 2019, il semblait toutefois que l'offre de mil avait diminué comparée aux années précédentes. En outre, les participants aux groupes de discussion ont souligné des prix élevés sur le marché, ainsi que des difficultés d'approvisionnement ponctuelles. Cela pourrait être aggravé du fait qu'une part non-négligeable des produits proviennent du Nigéria (environ 1/3). La fermeture stricte des frontières suite à la crise sanitaire liée au COVID-19 pourrait donc contribuer à des difficultés d'approvisionnement en céréales et en biens non alimentaires particulièrement.

Carte 6: Aire d'influence moyenne du marché mixte de Kablewa, rapporté comme étant régulièrement utilisé par les occupants du site urbanisé de Kablewa



<sup>1</sup> Les usagers du marché au bétail de Kablewa n'ont pas pu être enquêtés pour des raisons de sécurité. Par conséquent, l'air d'influence n'a pas pu être calculée.

<sup>2</sup> REACH. Evaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel dans la région de Diffa. Juin 2019.

# PLANIFICATION TERRITORIALE DES INTERVENTIONS

---

Plan de priorisation des interventions à mener pour encadrer le développement du site urbanisé de Kablewa

Juillet 2020



## Introduction

### Interpréter les besoins pour construire un projet de territoire

Ce plan de priorisation des interventions est le résultat du travail de recherche et de planification consultative facilité par AGORA auprès des parties prenantes de la ville de Kablewa. Partant des résultats de l'évaluation territoriale, qui offrent une lecture partagée des besoins, mais aussi des enjeux et des opportunités propres au territoire du site urbanisé, l'objectif a été de les interpréter, de les prioriser, et de construire un projet de territoire adapté aux réalités du site. Le plan de priorisation des interventions du site urbanisé de Kablewa propose une feuille de route détaillée pour des interventions complémentaires au bénéfice du site et de ses occupants.

Ce document de planification stratégique est un instrument destiné à guider tous les acteurs du territoire, notamment les acteurs publics et leurs partenaires extérieurs dans le choix d'interventions urbaines. Celles-ci sont pensées de sorte à renforcer la résilience des populations occupant le site urbanisé de Kablewa, ainsi qu'à favoriser durablement l'intégration du site dans le tissu urbain de la commune. Pensées par les acteurs du territoire, et pour les acteurs du territoire, les interventions prioritaires répondent à des insuffisances avérées et quantifiées en termes d'aménagement urbain, de disponibilité des services essentiels, de développement agricole et d'opportunités socio-économiques.

### Aligner les actions en faveur du site urbanisé avec les priorités de développement communal

Les stratégies envisagées pour améliorer les conditions de vie des populations occupant le site urbanisé s'insèrent pleinement dans les priorités de développement communal, énoncées dans le Plan de Développement Communal (PDC) de la commune de Kablewa 2017-2021.

La formulation d'un plan d'intervention spécifique pour accompagner le développement du site urbanisé de Kablewa répond à un besoin de planification locale, dans la mesure où le PDC propose une vision générale du développement de l'ensemble de la commune, sans que les priorités retenues soient nécessairement localisées. Ce plan de priorisation permettra donc aux autorités communales de rassembler les différents acteurs de l'aide et les communautés du site autour d'un agenda commun et d'une feuille de route détaillée directement imprégnée des objectifs du développement communal.

## Méthodologie

La fin des évaluations a coïncidé avec le début de la crise sanitaire liée au COVID-19. Plusieurs mesures restrictives ont donc été prises dont l'interdiction des ateliers de planification participatives prévu originellement. Une nouvelle stratégie a été élaborée par AGORA afin d'interpréter les besoins et d'élaborer des stratégies d'interventions spécifiques.

### Une approche participative et décisionnelle

Les autorités communales en ont été informées et AGORA leur a partagé un canevas de collecte des informations sur leurs interventions ainsi que les rapports d'évaluation des deux sites de Kablewa et d'Assaga afin que les actions s'inscrivent dans la logique des besoins exprimés. Les mairies et la Direction Départementale de Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (DDP/AT/DC) ont été contactées pour enrichir le plan de priorisation et s'assurer qu'il était cohérent avec les différentes directives des communes. Les budgets estimatifs sont donnés à titre indicatif.

Durant le processus, les acteurs clés ont été consultés par e-mail ou par téléphone. Il s'agit des maires, vice-maires, des partenaires du consortium SHIMODU et des partenaires externes (CISP, CDR, UNHCR), des services techniques déconcentrés de l'Etat, et des bénéficiaires. Les interventions de tous les partenaires ainsi que d'autres interventions qui paraissent pertinentes ont été recensées. Elles ont été traduites dans les plans de priorisation et d'investissement. Ce plan d'interventions opérationnel a été construit selon la matrice suivante :



Les priorités d'intervention retenues pour favoriser le développement socio-économique et urbain à long terme du site urbanisé de Kablewa sont présentées dans les pages qui suivent, selon 8 axes stratégiques :

- Améliorer les conditions d'accès à l'offre éducative
- Améliorer l'accès au système de soins
- Améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement
- Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site
- Renforcer les infrastructures publiques du site
- Favoriser la résilience environnementale
- Favoriser l'habitat durable
- Favoriser la cohésion sociale

## Améliorer les conditions d'accès à l'offre éducative

### Insuffisance des infrastructures

Activités à mener	Acteurs	Coûts estimatifs (XOF)	Calendrier
Construction de salles de classes pour l'école primaire	Marché de travaux + utilisation de main d'œuvre locale non qualifiée, Mairie, DREP, ACTED, projet PARCA et communautés	127 000 000 sécurisés	2020-2021
Création d'une école traditionnelle, construction et équipement de 3 salles de classes sur le site urbanisé	Marché de travaux, plaidoyer auprès des partenaires, Mairie, DREP	36 000 000 à sécuriser	2021
Construction et équipement de 2 salles de classes du Jardin d'Enfants	Marché de travaux, plaidoyer auprès des partenaires, Mairie, DREP	24 000 000 à sécuriser	2021

### Insuffisance en équipement

Dotation en équipements scolaires	Mairie, DREP, ACTED et communautés.	3 000 000 sécurisés	2020-2021
-----------------------------------	-------------------------------------	---------------------	-----------

### Carences dans l'enseignement pédagogique

Affectation des formateurs qualifiés au profit du Centre de Formation aux Métiers (CFM)	Plaidoyer auprès de la Direction Régionale de l'Enseignement Professionnel et Technique (DREPT), Mairie, parents d'élèves	Montant à déterminer Fonds à sécuriser	2020-2021
Renforcement des capacités des enseignants du primaire, collège et CFM	Inspection de l'Enseignement Primaire et DREPT	Montant à déterminer Fonds à sécuriser	2020-2021

## Améliorer les conditions d'accès au système de soins

### Sous-dimensionnement des infrastructures et équipements sanitaires

Activités à mener	Acteurs	Coûts estimatifs (XOF)	Calendrier
Transformation du CSI 1 de Kablewa en CSI 2 avec alimentation en énergie	Projet PARCA	90 000 000 sécurisés	2020- 2021
<b>Promouvoir les bonnes pratiques en matière de santé</b>			
Prévention du COVID-19	Mairie, DREP, ACTED et communautés.	1 272 000 sécurisés + autres fonds à obtenir	
Formation des volontaires communautaires	CONCERN	A déterminer	
Sensibilisation des ménages vivant sur le site urbanisé	Volontaires communautaires	120 000 sécurisés	
Production de cartes conseils pour la sensibilisation COVID-19	CONCERN	12 000 sécurisés	2020
Installation des kits DLM	CONCERN	90 000 sécurisés	
Distribution de savons	CONCERN, volontaires communautaires et membres du comité de gestion du site	787 500 sécurisés	
Distribution de masques réutilisables	CONCERN	262 500 sécurisés	
Renforcement de la prévention de la malnutrition (mise en place du Groupement Féminin du Niger (GFN), formation, prophylaxie des chèvres laitières du Revolving, distribution de kits intrants d'accompagnement des chèvres laitières)	WHH, DRSP/DA et DREL/DA	26 895 000 sécurisés	2020-2021

Améliorer les soins			
Activités à mener	Acteurs	Coûts estimatifs (XOF)	Calendrier
Affectation de personnel qualifié en nombre suffisant	Plaidoyer auprès de la DRSP, Mairie, comité de gestion	Montant à déterminer Fonds à sécuriser	2020-2021
.....			
Dotation trimestrielle du CSI en médicaments	Mairie, Comité de Gestion de Santé, partenaires à solliciter	Montant à déterminer Fonds à sécuriser	2020-2021
<b>Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement</b>			
Insuffisance des infrastructures hydrauliques			
Renouvellement et extension du réseau de distribution d'eau potable de la ville vers le site urbanisé (évaluation, étude de faisabilité, attribution du marché, etc.)	Marché de travaux, UNHCR, DRH/A, DDH/A et Mairie	50 000 000 sécurisés	Septembre-décembre 2020
.....			
Extension du réseau + construction de borne fontaine (en cas de besoin sur le site et alentour)	Travaux à l'entreprise + utilisation de main d'œuvre locale non qualifiée, Mairie, DRHA, ACTED et communautés	15 000 000 sécurisés	2020-2021
.....			
Extension du système d'alimentation en eau potable	Projet PARCA	500 000 000 sécurisés	2020-2021
Améliorer les infrastructures d'assainissement et leur gestion			
Construction de 210 latrines familiales	Travaux en CFW, Mairie, DRHA, ACTED et communautés	12 600 000 sécurisés	2020-2021
.....			
Construction de latrines communautaires		5 000 000 sécurisés	2020-2021

Activités à mener	Acteurs	Coûts estimatifs (XOF)	Calendrier
Mise en place, formation et équipement d'un comité de gestion		1 400 000 sécurisés	2020-2021
Formation d'artisans réparateurs	Mairie, DRHA, ACTED et communautés	3 500 000 sécurisés	2020-2021
Campagne de sensibilisation		1 500 000 sécurisés	2020-2021
<b>Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site</b>			
Moyens de production et de transformation agricole insuffisants			
Appui à 43 bénéficiaires pour la mise en place d'AGR	Mairie, services techniques, ACTED et communautés	25 000 000 sécurisés + autres fonds à obtenir	2020-2021
Mise en place de micros projets communautaires	Mairie, services techniques, ACTED et communautés	3 500 000 sécurisés + autres fonds à obtenir	2020-2021
Mise en place de l'Association Villageoise d'Epargne et Crédit (AVEC)	CONCERN	336 700 sécurisés + autres fonds à obtenir	
Identification des groupements	CONCERN	A déterminer mais sécurisé	
Diagnostic des groupements	CONCERN	A déterminer mais sécurisé	2020-2021
Formation des agents villageois	CONCERN	64 000 sécurisés	
Achat et mise en place de matériels pour les groupements	CONCERN	272 700 sécurisés	
Réunion préalable avec les groupements	CONCERN	A déterminer mais sécurisé	

Moyens dédiés à l'élevage, l'aviculture et la pisciculture insuffisants

Activités à mener	Acteurs	Coûts estimatifs (XOF)	Calendrier
Mise en place d'une parcelle irriguée communautaire dotée d'un système solaire et de réseau californien au profit du GFN (construction d'un périmètre grillagé de 1 ha, distribution de semences maraîchères et matériels aratoires, formation des femmes sur les techniques maraîchères, renforcement des capacités des services techniques)	WHH, DRA/DA, DRGR/DA et DRH/DA	29 800 000 sécurisés	2020-2021
Appui en intrants, matériels aratoires et formation des producteurs pluviaux	WHH, Mairie et DRA/DA	16 880 000 sécurisés	2020-2021
Distribution de semences améliorées, d'engrais minéraux et de matériels aratoires			
Mise en place de champs de démonstrations variétales (CDV)			
Mise en place pour les producteurs de semences améliorées	WHH, Mairie et DRA/DA	16 880 000 sécurisés	2020-2021
Renforcement des capacités du service de l'agriculture			
Formation sur les itinéraires techniques agronomiques			
Renforcement du système de soins vétérinaires (formation et équipements des auxiliaires d'élevage et renforcement des capacités de la cellule d'intervention de base de l'élevage de Kablewa )	WHH et DREL/DA	5 830 000 sécurisés	2020-2021
Soutenir le warrantage pour la protection des semences et récoltes	WHH, ONG-ALMAF et DRA/DA	A déterminé mais sécurisé	2020-2021

Insuffisance des infrastructures de commerce			
Activités à mener	Acteurs	Coûts estimatifs (XOF)	Calendrier
Construction d'un marché	Mairie, services techniques, ACTED et communautés	9 000 000 sécurisés	2020-2021
Construction d'un magasin à usages multiples de 500T à Kablewa	Projet PARCA	45 000 000 sécurisés	2020-2021
<b>Renforcer les infrastructures publiques du site</b>			
Absence d'infrastructures et d'électrification sur le site			
Electrification publique	Marché de travaux, Mairie, services techniques, ACTED, communautés et autres partenaires à solliciter	9 000 000 sécurisés + autres fonds à obtenir	2020-2021
Formation technique à la maintenance des équipements	ACTED et autres partenaires à solliciter	A déterminer	2020-2021
Construction d'un hangar communautaire	ACTED et autres partenaires à solliciter	5 000 000 sécurisés + autres fonds à obtenir	2020-2021
<b>Favoriser la résilience environnementale</b>			
Dégradation de l'environnement			
Distribution de sacs potager	CONCERN	887 300 sécurisés	2020-2021

Activités à mener	Acteurs	Coûts estimatifs (XOF)	Calendrier
Création de pépinières	CONCERN	1 088 240 sécurisés + autres fonds à déterminer	2020-2021
Installation de pépinières	CONCERN	A déterminer mais sécurisé	2020-2021
Achat et mise en place de matériels aratoires	CONCERN	745 400 sécurisés	2020-2021
Conduite de travaux de zai agricole dans les champs	Bénéficiaires Cash For Work	A déterminer mais sécurisés	2020-2021
Encadrement des bénéficiaires cash for work	Encadreur du site	150 000 sécurisés	2020-2021
Suivi des travaux cash for work	Communal Environnement, DDE, CONCERN	192 840 sécurisés	2020-2021
Aménagement du site maraîcher de Kablewa	Projet PARCA	180 000 000 sécurisés	2020-2021
<b>Insalubrité publique</b>			
Mise en place d'un système de gestion des déchets avec dépotoirs et sites de tri et d'enfouissement		5 600 000 sécurisés	
Mise en place, formation et dotation d'un comité local de salubrité		1 500 000 sécurisés	
Dotation de 7 charrettes pour la collecte des ordures au comité local de salubrité	ACTED, Mairie, autorités traditionnelles	1 750 00 sécurisés + autres fonds à obtenir	2020-2021
Distribution de poubelles familiales		12 000 000 sécurisés	

## Favoriser l'habitat durable

### Habitations vacantes sur le site urbanisé

Activités à mener	Acteurs	Coûts estimatifs (XOF)	Calendrier
Sensibilisation à l'occupation des habitations	Mairie, CAUEC, UNHCR, partenaires à solliciter	Montant à déterminer Fonds à sécuriser	2020

## Favoriser la cohésion sociale

### Améliorer le vivre ensemble

Activités de cohésion sociale	Mairie, services techniques, ACTED, AGORA, communautés, et autres partenaires à solliciter	4 500 000 sécurisés	2020-2021
Renforcer la radio communautaire ORTN (diffusion de spots, renforcement des capacités, organisation de jeux concours)	WHH et RACOM	4 263 000 sécurisés	2020-2021